

*La candidature communiste, une ambition de créer le choc des idées
face au Capital et ses candidats-pantins !*

Par Michel PIRROTTINA (Marseille 13),

L'illusion du recentrage idéologique de Marine Le Pen est maintenant très visible, il a comme objectif d'aider à favoriser le duo voulu par le capital « *Macron contre Le Pen* » ainsi étouffer tout débat sur l'échiquier politique à Gauche. Celui qu'il a le mieux compris, et promptement, c'est Jean-Luc Mélenchon avec son positionnement extrêmement dangereux pour le peuple de gauche en souffrance par manque d'espoir d'alternative, et opportuniste, cela allant de pair !

C'est toujours « tout est possible ! » avec les droites extrêmes ! le Capital peut être assuré que le fameux simulacre démocratique avec l'élection présidentielle versus 5^{ème} République aura bien lieu en 2022 pour assurer la mutation qu'opère le système capitaliste avec et par les doubles crises siamoises.

A un peu plus d'un an de l'élection présidentielle, les équipages politiques dans leur ensemble viennent de prendre un coup de poing en pleine tête, sans qu'ils ne s'en soient même pas aperçus tellement qu'ils sont groggy, et d'observer, sondages et témoignages bidonnés à l'appui, que oui, Marine Le Pen pouvait l'emporter en 2022 puisque les sondages le disent mais pas les françaises et français.

Nous vivons la plus grande escroquerie politique que la bourgeoisie française n'ait pu inventer depuis les années 1938/1939 avec les Daladier et consorts.

Enfin, pour elle, le « risque » Le Pen est devenu un imaginaire ancré dans la société, travaillé en profondeur par des instituts de sondages et des médias au service de leurs actionnaires.

Enfin, pour la bourgeoisie, le bénéfice est grand puisqu'elle permet de faire éloigner toute possibilité d'alternative de gauche qui s'attaquerait à la finance !

Le premier touché se trouve à gauche. Le Front républicain s'abîme, Jean-Luc Mélenchon s'en occupe précisément avec l'aide d'élus-e-s parlementaires communistes. Par rejet du pouvoir en place ou de la politique en général, une partie des électeurs de gauche refuseraient, en cas de nouveau duel, de voter Macron pour faire barrage à Le Pen. Le phénomène est difficile à évaluer si loin de l'échéance mais il existe. Et risque de transformer l'abstention, ce signe habituel de rejet de la mauvaise politique de la gauche social-démocrate et/ou sociale-libérale, en courte échelle pour un RN qui, lui, parvient jusqu'ici à mobiliser ses troupes.

Remarquons que l'électorat LFI n'est plus la cible numéro 1 pour le RN, à moins, à penser, qu'il ne lui soit déjà acquis. Si n'importe quelle autre personnalité politique opérerait un « bougé » aussi grossier, il serait accusé d'inconstance. Le RN pour l'instant y échappe et suscite même un sentiment de stupeur chez l'ensemble de ses adversaires. Son « travail de poutre », bouscule, comme le domino politique.

Jean-Luc Mélenchon fait mine de débusquer « l'extrême droite » de toujours sous ses nouveaux oripeaux mais affirme dans le même temps qu'il ne donnera plus de consignes de vote (France 3). La gauche sociale-démocrate et écologiste veut toujours croire qu'un troisième candidat émergera pour casser le duel attendu.

Remarquons, que dans ce contexte décrit précédemment, comment le sens donné à la candidature communiste à la présidentielle, qui parcourt le texte proposé au prochain Conseil national du Pcf pour la Conférence nationale, a vu son objectif principal modifié et devenir la construction d'une majorité politique à l'assemblée nationale autour d'un « *contrat de législature !* »

La candidature communiste à la présidentielle, devenant ainsi l'accessoire des élections législatives, est de ce fait réduite à la recherche d'un effet de levier pour améliorer le rapport de force, au sein d'une gauche supposée s'entendre au sommet concomitamment à la campagne présidentielle.

Sous l'argument que d'une hiérarchie institutionnelle de la 5^{ème} République que nous réfutons, avec la surdétermination de l'élection présidentielle sur toutes les autres, nous entrons en réalité dans le déni de son effet structurant sur les rapports de force politiques, et affaiblissons nous-mêmes la portée de notre candidature.

Pourquoi pas en effet, s'il ne s'agit que d'aboutir à un contrat de législature, se rallier en cours de route à une candidature commune, dès lors que le contrat serait satisfaisant en termes d'élu-e-s et qu'une candidature mieux placée dans les sondages serait en mesure de lui donner plus de chance d'aboutir ?

Alors que les enjeux doivent être posés en termes de projet de transformations radicales porté par les communistes pour répondre aux crises multiples, et en termes de chemin de luttes pour y parvenir, le texte dérive sur la recherche d'une issue politique de sommet, dans un schéma maintes fois rabâché, dont nous avons nous mêmes fait une analyse critique sans ambiguïté.

Alors que le socle idéologique et politique de la gauche est à fonder, en prétendant redonner l'espoir, nous nous comportons en réalité comme des illusionnistes d'une solution immédiate sous la main pour 2022.

Alors que la candidature communiste a pour ambition de créer le choc des idées, en particulier à gauche, d'instaurer le débat sur comment faire reculer les pouvoirs de la finance sur nos vies, d'incarner toutes les émancipations, et d'identifier le Parti Communiste à ses objectifs révolutionnaires, cette candidature est rabattue en réalité derrière la primauté de l'union des forces politiques, telles qu'elles sont aujourd'hui.

Cette posture de fond a pour conséquence d'enfermer le texte, proposé aux communistes, sur l'échéance électorale de 2022, qui devient une fin en soi, et non le moment important d'un progrès des consciences et des actions de transformation sociale, qui seul est à même de changer la donne.

Les effets ne peuvent en être qu'une édulcoration de notre visée communiste transformatrice pour faciliter la crédibilité de l'union et le consensus sur le contrat de législature.

Il est inconcevable de faire l'impasse pour nous de ne pas montrer et/ou démonter les différences entre SEF et revenu universel !

Il est impensable, pour nous communistes, de ne pas montrer quand ce sont les financements publics et la dette qui sont mis en avant par les uns et les autres, la nécessité impérieuse d'une maîtrise sociale du crédit bancaire !

Il est d'évidence que nous ne ferons pas à nouveau l'impasse de poser clairement l'enjeu d'une énergie décarbonée et accessible à tou-te-s, et de son pilier nucléaire !

Je pourrais multiplier à foison les exemples.

Nous les communistes, nous sommes devant une divergence majeure au sein de notre parti, le Pcf. Je pense que chacune, que chacun, aura à cœur de ne pas se dérober au nécessaire débat qui doit être porté clairement et pleinement, bien entendu en premier lieu au CN du 13 mars, qui ne peut pas s'en tenir seulement à l'acte d'une candidature communiste, mais doit clairement se prononcer sur le sens qui lui sera donné. Une unité de façade qui masquerait les arêtes du débat interne ne rendrait pas service aux communistes et à notre Parti, le Pcf.